

# Le désendettement de la Bolivie : l'exemple helvétique

par Michel BAVAREL, journaliste, Genève

*Quels sont les fruits concrets des campagnes œcuméniques de l'Action de Carême et de Pain pour le prochain ? Comme celle de cette année, intitulée «Trêve... et puis changer»,<sup>1</sup> celle de 1990 était axée sur la dette qui accable les populations du Sud. La pétition de l'époque des œuvres d'entraide, signée par 250 000 personnes, demandait aux autorités de consacrer 700 millions de francs au désendettement à l'occasion du 700<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération (1991). Le Parlement fédéral avait accédé à cette demande, même s'il avait réduit le montant du crédit. Cette pétition a produit des résultats remarquables. Les fonds de contrepartie, entre autres, ont permis le financement, dans douze pays, de 570 projets de développement touchant à des domaines comme la protection de l'environnement, la création de petites entreprises, l'agriculture, la nutrition ou la santé. Michel Bavarel s'est rendu au début de cette année en Bolivie, un des pays bénéficiaires de la campagne de 1990. Il témoigne des résultats tangibles de cette initiative originale, dont il faudrait promouvoir l'extension.*

**S**anta Cruz de la Sierra, deuxième ville de Bolivie, «capitale» d'El Oriente, cette région de basse altitude qui constitue les deux tiers du territoire du pays. Une ville et une région en pleine croissance. Je suis reçu au siège régional du CIPCA (Centre de recherche et de promotion rurale), une organisation non gouvernementale (ONG) fondée par les jésuites et partenaire de l'Action de Carême.

Le CIPCA a présenté un projet au Fonds de contrepartie Bolivie-Suisse. Le crédit voté par le Parlement helvétique, à la suite de la pétition des œuvres d'entraide, a permis, entre autres, d'effacer pour plus d'un milliard de francs de dettes, rachetées en quelque sorte au rabais. Pour la Bolivie, le montant était de 53 millions de francs. La pétition - une proposition originale, baptisée *désendettement créatif* - demandait que ces pays affectent une par-

tie de la somme «pardonnée» à des actions de développement. C'est ainsi que la Bolivie a constitué un fonds équivalant à près de 6 millions de nos francs, administré par un comité comportant des représentants de la Coopération suisse, du gouvernement de La Paz et de la société civile bolivienne. Ce comité a accepté treize projets, dont celui du CIPCA. Nous allons le visiter, en compagnie d'un vétérinaire bolivien, Juvenal Balcazar, et d'un ingénieur forestier hollandais, établi depuis dix ans dans le pays, Gérard Raessens.

D'abord le goudron, puis une route de terre. Au bout d'une heure et demie, nous voici à Santa Rosa, le chef-lieu d'une commune de huit mille habitants. La nuit à la pension Amadeus - qui abrite aussi une boucherie -, puis nous repartons pour la région d'El Chore. Nous traversons une dizaine de milliers d'hectares de pâturages qui, jusqu'à

l'an dernier, appartenait à une communauté de Mennonites. Depuis leur départ, le chemin n'est plus entretenu. Nous sommes stoppés par un bus qui s'est embourbé. Il faudra un tracteur pour le tirer de sa fâcheuse posture. Nous parvenons finalement à la communauté El Recreo, constituée d'une quinzaine de familles.

## La forêt de Vicente

Nous nous rendons chez l'un de ses fondateurs, Vicente Camargo, un Guaraní aux traits burinés. Chassé du sud du département de Santa Cruz par la sécheresse, il est arrivé ici en 1980. Il a commencé par travailler pour des bûcherons. *On les appelait «piratas», car ils coupaient les arbres sans permis.* Puis il a défriché un terrain pour cultiver du riz et du maïs. *C'était une vie difficile, à cause de la chaleur et des insectes.*

Des migrants ont ainsi afflué spontanément d'un peu partout, notamment des Andes. Le CIPCA et d'autres ONG se sont mis à appuyer ces «colons». *Il s'agissait de les aider à s'organiser et à faire en sorte que leurs modes de production soient moins destructeurs pour l'environnement.* Aujourd'hui, deux nouvelles lois leur facilitent la tâche. La première, sur la réforme agraire, doit permettre aux migrants d'obtenir des titres de propriété. Les formalités sont en cours. Chaque famille se voit attribuer une cinquantaine d'hectares, dont environ la moitié en forêt. La seconde loi leur accorde le droit d'exploiter cette forêt, réservée jusqu'alors à des entreprises concessionnaires. Sur un total de huit cents hectares, partiellement travaillés en commun - alors que dans d'autres communautés chacun cultive sa parcelle - El Recreo dispose ainsi de trois cents hectares de forêt.

Après avoir suivi un cours du CIPCA, Vicente Camargo est devenu le responsable de l'exploitation de cette forêt. Nous nous y enfonçons à sa suite, assaillis par

une nuée de moustiques voraces. Il nous conduit à son «aire d'investigation» : l'autorisation de procéder à des coupes n'est délivrée que si l'on consacre un hectare à la mesure de la croissance des arbres, celle-ci étant encore mal connue. Autre condition : établir un plan d'exploitation qui assure la durabilité. *Il y a des exigences techniques, c'est un travail pour lequel les colons ont besoin d'un appui,* relève Gérard Raessens. Avantage : maintenant qu'ils coupent leurs arbres en toute légalité, ils peuvent les vendre au prix du marché alors qu'auparavant ils devaient les brader. Autre évolution tangible, alors qu'il y a une quinzaine d'années on tentait d'expulser les colons, ceux-ci sont aujourd'hui socialement reconnus. L'un d'eux a même été élu président du Conseil municipal de Santa Rosa.

Primo Juanca, de son côté, est venu il y a 25 ans de la région de Potosí, célèbre pour ses mines d'argent, et sa femme Dionisia de celle de Cochabamba. *Il n'y avait plus moyen de survivre, parce qu'à force d'être divisées, les terres étaient devenues trop petites,* raconte Primo. Lui et sa femme ont d'abord pratiqué une agriculture de subsistance : riz, maïs, bananes. Puis, en 1996, le CIPCA a introduit l'élevage dans la région. *Nous avons reçu six vaches, maintenant nous en avons vingt-quatre.* C'est Dionisia qui s'en occupe, avec une tendresse que ses animaux lui rendent bien. Elle en a vendu cinq, à regret, l'an dernier. Elle a appris au CIPCA à faire du fromage, des yogourts, des flancs, mais elle hésite à vendre encore une vache pour acquérir le matériel nécessaire. Elle leur est tellement attachée.

Toute l'opération - légalisation des terres, exploitation de la forêt, élevage - a été financée de 1995 à 1997 par le Fonds de contrepartie Bolivie-Suisse. Trois cents familles - environ mille cinq cents personnes - en ont bénéficié. Le Fonds a également permis l'organisation de cours



Une forêt exploitée de façon à durer.

intensifs pour la formation de «promoteurs» dans différents domaines : agriculture, élevage, sylviculture, arboriculture, leadership. Ces promoteurs sont chargés d'aider leurs voisins. *Nous avons aussi mis sur pied un système d'alerte pour contrôler la fièvre aphteuse et un programme d'insémination artificielle*, ajoute Juvenal Balcazar, le vétérinaire. L'argent du Fonds de contrepartie est épuisé, mais le CIPCA continue son action dans la région grâce à d'autres concours financiers. *Les colons ont encore besoin d'un soutien pendant trois ans*, estime-t-on.

## Une expérience à reproduire

Exilée à deux reprises lors de périodes de dictature, Leonor Arauco dirige aujourd'hui, à La Paz, un réseau d'ONG dont fait partie le CIPCA. Elle estime que le Fonds de contrepartie Bolivie-Suisse a constitué une première expérience fort utile, même si elle lui adresse certaines critiques, comme une fin trop abrupte. Ces ONG s'efforcent maintenant d'obtenir d'autres pays créditeurs qu'ils

s'en inspirent, en améliorant la formule.

Car le problème de la dette de la Bolivie continue à être un frein important. Si, par comparaison avec d'autres pays, l'endettement n'atteint pas des sommets (4,5 milliards de dollars), son service n'en a pas moins représenté ces dernières années environ 30% des recettes d'exportation, ce qui est manifestement excessif. L'allègement consenti, à partir de 1998, par un premier programme destiné aux pays

lourdement endettés est encore insuffisant. On s'en souvient peut-être, la Campagne mondiale Jubilé 2000 a remis en juin dernier, à Cologne, au sommet du G8 (les huit pays les plus puissants de la planète), une pétition portant 17 millions de signatures - dont quatre cent mille recueillies en Bolivie - et exigeant l'effacement de la dette des plus pauvres. Le G8 a consenti un nouvel effort - encore trop timide aux yeux des promoteurs de Jubilé 2000.

La Bolivie devrait figurer parmi les premiers bénéficiaires de ce second programme qui, selon la presse, ramènera sa dette aux alentours de deux milliards de dollars. Pour cela, le pays doit élaborer *un plan stratégique de réduction de la pauvreté* qui rencontre l'assentiment de la société civile et le présenter au Fonds monétaire international. Ce plan doit être financé par l'augmentation des recettes ordinaires - on compte notamment sur la lutte contre l'évasion fiscale - ainsi que par les économies réalisées grâce à l'allègement de la dette. Ce qui n'est pas sans analogie avec le *désendettement créatif* imaginé il y a dix ans par les œuvres d'entraide helvétiques.

Une version préliminaire du plan de réduction de la pauvreté relève que plus de deux millions et demi de Boliviens, sur un total de huit millions, sont plongés dans la misère. La majorité de la population doit consentir des efforts démesurés pour simplement survivre. *On travaille douze ou quatorze heures par jour dans l'économie informelle, pour un tout petit revenu. Le pays se maintient grâce aux sacrifices d'un peuple qui se résigne trop facilement à la souffrance*, bout le père Gregorio Iriarte, un religieux spécialiste en la matière. *Trop de gens, ajoute-t-il, pensent que la dette est l'affaire des autorités, alors que ce sont eux qui la paient par tout ce qui aurait dû être réalisé et ne l'a pas été.*

Tenu par les instances internationales d'obtenir la participation de la société civile à la préparation de son plan, le gouvernement est en train de mettre sur pied un «dialogue national». Il a invité l'Eglise catholique - qui jouit d'un grand prestige - à le patronner avec lui. Cependant, échaudée par un fâcheux précédent, celle-ci a décliné l'offre et a lancé, de son côté, un «forum» qui se présente, en quelque sorte, comme un «pré-dialogue», indépendant des autorités.

*C'est la seconde étape de la Campagne Jubilé 2000*, explique Juan Carlos Nunez, l'un des responsables de la Commission épiscopale de pastorale sociale. *Ouvert à tous les secteurs de la société, ce forum doit identifier les besoins, dégager des priorités et élaborer des propositions, au niveau régional d'abord, puis national. C'est ensuite seulement que l'on s'engagera dans le «dialogue national» instauré par le gouvernement.* Le Forum Jubilé 2000 a adopté ce slogan : *Construire un développement humain pour tous.* Il s'agit, souligne un autre interlocuteur, d'élaborer un projet propre à la Bolivie, en s'appuyant sur les ressources locales - comme la quinoa (une céréale andine) ou les algues - au lieu de

chercher à jouer les mêmes cartes que les pays industrialisés.

**M. B.**

<sup>1</sup> Action de Carême, rue Voltaire 7, CP 103, 1000 Lausanne 13, CCP 10-15955-7, et Pain pour le prochain, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne, CCP 10-26587-1.

### Une pétition pour un droit d'insolvabilité

L'année du Jubilé, c'est l'occasion de «remettre les pendules à l'heure», c'est-à-dire d'aplanir les montagnes d'injustices qui, peu à peu, se sont accumulées. L'un des plus hauts sommets, aujourd'hui, est formé par la dette qui accable tant de peuples du Sud. Cette année, dans le cadre de la Campagne Jubilé 2000, Pain pour le prochain et l'Action de Carême lancent, en conjonction avec d'autres mouvements à l'étranger, une nouvelle pétition *pour un droit international d'insolvabilité*. Il s'agit de faire pression pour que les intérêts vitaux des populations des pays endettés soient pris en compte. Comme c'est le cas chez nous quand un individu tombe en faillite, il est demandé que soit respecté le droit de ces peuples *aux biens et aux ressources nécessaires à la survie*. Le texte de cette pétition est largement diffusé par la Campagne œcuménique de Carême. De leur côté, les évêques suisses ont demandé au Conseil fédéral de s'engager résolument en faveur du droit international d'insolvabilité, par le biais d'une lettre adressée aux directeurs exécutifs de la Suisse auprès de la Banque mondiale et du FMI.

*Texte de la pétition à commander auprès des œuvres d'entraide ou à saisir sur les sites Internet [www.ppp.ch](http://www.ppp.ch) et [www.fastenopfer.ch](http://www.fastenopfer.ch).*